

CNT-INFOS

1^{er} trimestre 2013



**BULLETIN D'INFORMATION DES SYNDICATS CNT DE LA RÉGION PARISIENNE
33, RUE DES VIGNOLES, 75020 PARIS / MAIL : BR.RP@CNT-F.ORG / WEB : WWW.CNT-F.ORG/URP**

DE LA GUÉRILLA SOCIALE À UNE LUTTE D'ENSEMBLE

Pour « ceux d'en bas » le début de l'année 2013 est à l'image de 2012 : le chiffre officiel du nombre de chômeurs dépasse la barre des 3 millions de personnes sans emploi, ce qui veut dire que dans le monde réel nous sommes sans doute au-dessus des 5 millions, chiffre auquel il faut ajouter les salariés-ées en situation de précarité, les temps partiels imposés, les retraités ayant un revenu misérable. Et au niveau des entreprises il n'est pas une journée où les médias n'annoncent la fermeture de telle entreprise, la délocalisation de telle autre : Arcelor-Mittal, Aulnay, Renault, Faurécia, GoodYear, Sanofi sont les symboles de cette liquidation sociale, version made in France de la politique d'austérité conduite par tous les gouvernements de droite et de gauche en Europe.

Ceux et celles qui ont eu quelques illusions après la victoire de la gauche sont vite redescendus-ues sur terre, et, après les promesses du candidat Hollande, les ouvriers d'Arcelor avalent une première couleuvre avec la proposition d'un plan fumeux, puis se font matraquer et traîner par terre en guise de remerciement électoral. Les gaz lacrymogènes de Sarko ont été remplacés par les matraques d'Ayrault, et chacun a compris ce que signifiait « le changement c'est maintenant ».

Et dans l'ombre de nouvelles mesures se préparent notamment celle qui visent à baisser les pensions des retraités, remettre la retraite à 65 ans ou à revoir à la baisse le montant comme la durée des allocations chômage. Et personne n'est dupe des effets de manche qui annoncent des embauches à La Poste ou à la SNCF, tout le monde a compris qu'il ne s'agissait pas de création d'emplois mais d'un remplacement très en-dessous du nombre de départs à la retraite, car ces entreprises sont un modèle en matière de suppression d'emplois.

Face à ce rouleau compresseur antisocial les travailleurs actifs ou sans emploi sont désarmés : les dirigeants des principaux syndicats institutionnels, partenaires responsables, domestiqués du patronat et de l'Etat, viennent de négocier une réforme du droit du travail qui se traduira par une aggravation de la flexibilité, des baisses de salaire en cas de ralentissement économique en échange d'une promesse de ne pas licencier... durant deux ans. Faisant preuve d'un cynisme déconcertant, cet accord ose parler d'un « nouveau modèle économique et social au service de la compétitivité des entreprises et de la sécurisation de l'em-

ploi... ». Pour les employeurs qui ont trop recours à la précarité par l'embauche de CDD il y aura dans certains cas une majoration de la cotisation chômage, mais l'Etat, grand pourvoyeur de précarité, sera exempté de cette majoration !!! Quant aux perspectives de licenciements, l'employeur sera contraint de faire une « présentation pédagogique des options stratégiques de l'entreprise et des conséquences anticipées de chaque option en termes d'évolution de l'activité... » : en clair, plus de communication pour préparer en douceur l'annonce fatidique et amortir le choc. Et, avant d'en arriver là, les tauliers pourront baisser les salaires, recourir au temps partiel, etc.

Le capitalisme engendre une réalité catastrophique pour ceux et celles qui n'ont que leurs chaînes à perdre : licenciements, chantage à l'emploi sous couvert de délocalisations possibles, perte de logement, pauvreté, précarité, drames humains. Face à l'inertie des centrales syndicales institutionnelles, la résistance s'organise à la base, de manière dispersée, catégorielle, et l'on assiste à des mouvements locaux comme à Mittal, PSA, mais aussi Goodyear, ceci alors que les professeurs de l'Education nationale entament un bras de fer et que, à La Poste, des centres courrier mènent un combat déterminé contre les réorganisations permanentes.

Les syndicats de notre Confédération entendent agir dans ce sens, celui de la préparation d'un mouvement global contre la politique d'Hollande devenu chef de la guerre sociale que conduit le pouvoir contre le monde du travail. Naturellement, nous agissons en liaison avec nos camarades d'autres pays, tissant des liens internationaux pour une solidarité de lutte européenne, et au-delà. Et nous ne nous désintéressons nullement du combat idéologique qui traverse ce pays, charriant des propos nauséabonds, xénophobes ou encore homophobes à l'égard de celles et ceux qui revendiquent une légitime égalité de droits, voire une simple reconnaissance d'un droit à la différence. **Sur tous les fronts, dans tous les combats, l'espoir est dans nos luttes !**



Permanence syndicale régionale, tous les lundis de 14 h à 19 h, au 33 rue des Vignoles, 75020, M° Avron/Buzenval



EAUBONNE-FRANCONVILLE : DISTRIBUTION EN DANGER !

L'union départementale CNT 95 a choisi de s'adresser aux habitants d'Eaubonne-Franconville pour les informer des restructurations en cours dans les services du courrier à la Poste et de leurs conséquences pour les conditions de distribution.

La CNT est attachée aux missions de service public de La Poste et défend un service de proximité permanent en milieu urbain ou rural. La délocalisation des équipes de facteurs d'Eaubonne et Franconville est programmée pour septembre 2013 : Eaubonne va être transféré à Saint-Gratien-Franconville-sur Ermont.

Outre la dégradation des conditions de travail que cela implique pour les postiers, le développement de cette politique basée sur la seule recherche du profit aura des effets néfastes pour les usagers.

En effet, la qualité de service risque de se dégrader : passage de plus en plus tardif en raison de l'éloignement kilométrique plus important ; moins de temps pour échanger avec les usagers de La Poste ; allongement des tournées. Pour les localités, moins d'emplois dans la commune. Pour les usagers des boîtes postales, plus de kilomètres à parcourir, plus de frais... Il est aussi alarmant de voir que La Poste semble se moquer des délais d'acheminement

et donc de la qualité en obligeant les guichetiers à vendre le timbre vert, sans préciser que l'objectif caché est de supprimer la lettre prioritaire, dans le but une fois de plus de faire des économies en fermant les services de nuit.

Postiers, usagers = solidarité ! Nous vous invitons à défendre le service public de proximité en remplissant et renvoyant le coupon disponible sur notre site internet (<http://udcnt95.eklablog.com>) ou encore en signant la pétition en ligne à l'adresse <http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2012N34050>

UD CNT 95
udcnt95@orange.fr

TENSIONS SYNDICALES À ORLY FLIGHT SERVICES (OFS)

OFS, filiale de la société américaine WFS (leader mondial des services aéroportuaires) ne s'embarrasse pas avec le droit syndical. La toute nouvelle section syndicale CNT du SGTL, perturbe la direction au point de mettre à mal le ronronnement des centrales syndicales installées dans la maison.

Octobre 2012, une vingtaine de camarades de l'établissement OFS créent une section syndicale, le SGTL désigne dans la foulée un représentant de la section. La société le conteste immédiatement. Et le patronat version oncle Sam va sortir de

son chapeau un bien curieux argument. En effet devant le tribunal, la société prétend que, pour qu'une section syndicale puisse exister, il faut qu'elle soit connue à l'intérieur de l'entreprise... Décembre 2012, la société va donc plaider que personne n'a jamais entendu parler de la CNT au sein d'OFS... C'est ce qui s'appelle tenter une manœuvre de diversion, l'illusion ne dure qu'un temps, la présidente va rappeler dans les attendus de son jugement, que la loi n'impose pas d'antériorité à la désignation d'un RSS et que celle-ci peut être concomitante à la création de la section syndicale.

Dans le même temps, la section syndicale est déjà à l'œuvre sur le terrain militant, en étant le fer de lance d'une contestation d'environ 200 salariés sur les 700 que compte le site, qui débrayent et défilent sur l'aéroport d'Orly contre leurs mauvaises conditions de travail et les manquements graves à leur sécurité.

Lors de la signature d'un protocole de sortie de crise, la DRH demande à un de nos camarades présent, de quel syndicat est-il ? Réponse : « La CNT madame, j'accompagne Zak, notre RSS ». Alors quand, quelques jours plus tard, notre camarade imprudent a un accident de travail, manquant de peu d'y laisser la vie, la direction ne s'embarrasse pas, elle décrète une mise à pied immédiate dans l'attente d'un entretien préalable au licenciement, sans enquête préliminaire du CHSCT. Mais, là aussi, la direction va capituler en rase campagne. En effet, dès le début de l'entretien, qui ne durera qu'un bref instant, la direction demande à notre camarade de reprendre son travail, elle annule la procédure et lui paiera les dix jours de mise à pied !



Mais alors que s'est-il donc passé pour que la direction recule ainsi sur son projet de licencier notre camarade ? Le secrétaire du CHSCT de la société avait la veille constaté un défaut majeur sur la machine, qui va amener notre camarade à avoir un accident de travail, sans avoir pris la précaution de le consigner à la direction, ce qui, pour un secrétaire de CHSCT, fait tout de même un peu désordre... Depuis, l'ensemble du CHSCT demande la démission de cet élu, par ailleurs en train de négocier son départ de la société !

Devant les courriers de la CNT et du camarade sanctionné, menaçant la société d'une plainte au pénal pour mise en danger de la vie d'autrui, la direction a donc rebroussé chemin sur ses minables intentions cachées de combattre l'implantation de la CNT.

Qu'à cela ne tienne, les impérialistes américains ne renoncent jamais à leurs buts, ils viennent d'annoncer aux élus et aux camarades, la prochaine division du périmètre de l'établissement d'Orly en 3 nouvelles sociétés. Parmi les salariéEs qui vont être transférés, il y a bien sûr des syndiqués de la CNT. WFS pourrait bien se retrouver d'ici peu de temps avec trois sections syndicales CNT sur les bras, cette fois la société saura sans doute à qui parler...

*Syndicat général des transports
et de la logistique (SGTL-CNT)*
sgtl-rp@cnt-f.org

La CNT 77 contre la venue de Valls à Chelles



Quelques heures après l'annonce record du nombre d'expulsions de sans-papiers du territoire, le ministre

de l'Intérieur, Manuel Valls, s'est rendu à Chelles pour festoyer avec ses compères « socialistes » autour d'une « Paella party »... Malgré un froid sibérien, près de 80 militants locaux (RESF, CNT Mrap, Turbulences, SUD, Ras l'Front, collectif de soutien aux Roms, Fase, PG, NPA, etc.) se sont rassemblés pour accueillir comme il se doit le premier flic de France. À son arrivée, pas de tapis rouge mais une haie de colère contre le racisme d'État, les politiques d'expulsions et sécuritaires, la répression des mouvements sociaux. Face à ces logiques liberticides, la solidarité est notre arme !

CONTRE LA RÉFORME PEILLON : PARIS À LA POINTE DE LA LUTTE



Depuis plus d'un mois les enseignants du premier degré, les professeurs de la ville de Paris (PVP), les animateurs et bon nombre de personnels intervenants dans les écoles se réunissent en assemblées générales pour débattre de la nouvelle loi dite de « refondation » de l'école.

Toutes ces AG ont abouti à un même constat : la mairie de Paris et son donneur d'ordre qu'est le ministère de l'Éducation nationale marquent clairement leur mépris des personnels des écoles, des élèves et des parents en imposant une réforme des rythmes scolaires sans se soucier des constats effectués en amont. En effet, le ministère tente de façon totalement démagogique de faire passer sous couvert d'horaires plus adaptés des restrictions de budgets. Les personnels des écoles de la ville de Paris ne sont pas

dupes, si ils refusent cette réforme c'est en tenant compte des nombreuses aberrations qu'elle contient : des promesses d'ateliers culturels, sportifs sans renforcement des moyens matériels et humains, des recrutements toujours plus précaires pour les animateurs, des conditions de travail détériorées pour tous (agent de service, ASEM, animateurs, PVP et enseignants), des temps de présence dans les écoles rallongés pour les élèves et toujours aucune prise en compte des revendications portées depuis longtemps (baisse des effectifs dans les classes, suppression des évaluations nationales, du livret personnel de compétence, de Base élèves, des programmes de 2008, des stages de remise à niveau, de l'aide personnalisée, etc.).

Le 22 janvier, les enseignants des écoles se sont massivement mis en grève à Paris et ont manifesté pour protester contre cette réforme et son application par la mairie de Paris qui se voudrait exemplaire et aurait valeur de test pour l'ensemble des villes et territoires français. Le 23 janvier, les enseignants de la région parisienne se sont de nouveau retrouvés pour manifester. Les travailleurs des écoles avec les parents d'élèves sont descendus dans la rue le samedi 2 février. Ne lâchons rien !

*Syndicat des travailleurs de l'éducation
www.cnt-f.org/fte*

Interfédérale de l'éducation : grève nationale le 12 février

Le gouvernement ne rompt pas avec les politiques précédentes, les salaires des fonctionnaires ne sont toujours pas revalorisés, les conditions de vie et de travail continuent de se détériorer pour les élèves et les personnels. Le projet de loi d'orientation sur l'école ne répond pas aux besoins de l'école publique. [...] Contrairement à ce qui est annoncé par Vincent Peillon, dans le premier degré, la réforme des rythmes scolaires va dégrader les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels. [...] Les fédérations FER-CGT, FNECFP-FO, SUD-Éducation, CNT, FAEN, réunies le lundi 28 janvier 2013, soutiennent les initiatives qui ont déjà été prises et qui seront prises par les personnels et leurs organisations syndicales. Elles appellent les personnels à se réunir et à construire la mobilisation par la grève le 12 février 2013. Pour une amélioration des conditions de travail et de rémunération, pour l'abandon du projet de loi d'orientation sur l'école, pour l'abrogation du décret sur les rythmes scolaires, en grève !

INDUSTRIE : VERS LA FIN OU VERS LA LUTTE ET L'ALTERNATIVE ?



Les grands sites industriels sont appelés... par le marché... à se restructurer, à se flexibiliser ou à disparaître. Ou, selon, d'abord la

flexibilité, puis quelque temps après... la fermeture.

C'est normal, nous avons un ministre du Redressement productif et une grande organisation syndicale ouvrière qui a appelé le 9 octobre 2012 à sauver l'industrie par une manifestation importante. Donc la conséquence de toutes ces «dispositions» et «mobilisations», c'est la fermeture annoncée de Arcelor Florange, de GoodYear Amiens Nord, de PSA Aulnay, de Petro Plus à Rouen, etc. Belle avancée...

Et ce n'est pas la micromanifestation quasi clandestine des licenciés, le 29 janvier 2013, demanderesse au gouvernement de respecter ses promesses électorales (comme si ça s'était déjà vu un gouvernement qui tient ses promesses), qui risque de faire grandir la combativité des salariés...

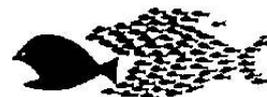
Tout, depuis des années, est en effet mis en place pour l'enfouissement des métallurgistes : salariés depuis longtemps individualisés, syndicats compromis et divisés, maîtrise du discours médiatique, usines de remplacement délocalisées dans d'autres pays moins chers, hiérarchie de plus en plus présente, sans oublier la police, bien sûr, pour calmer les plus récalcitrants.

Mais, jamais rien n'est perdu d'avance. Les salariés de la métallurgie peuvent obtenir encore beaucoup en ne faisant confiance

qu'à eux-mêmes, en coopérant, en se solidarisant, toutes usines, toutes marques et tous sous-traitants, ensemble. Les salariés de toutes les usines ne forment qu'une seule classe. Pour faire vivre cette classe, faute de syndicats dont la mission est de coordonner, les assemblées générales de site suivies d'une assemblée générale des assemblées générales peuvent faire plier le patronat, ou tout du moins donner du poids à des revendications simples : pas de fermeture de site sans alternative industrielle crédible, durable, écologique et sans licenciements, pas de flexibilité sans garantie de contreparties, pas de solution pour moi si c'est en enterrant les copains d'un autre site, réduction massive du temps de travail, socialisation des entreprises en difficulté, etc. Nous avons de quoi faire et de quoi réfléchir.

Mais ce qu'il nous faut aussi c'est la solidarité internationale contre le repli protectionniste aux odeurs nauséabondes et xénophobes : c'est du Maghreb aux pays de l'Est et à la Turquie, de Madrid à Flins et à Aulnay que doivent se tisser les liens pour faire face. Les patrons sont organisés et solidaires à travers les frontières, nous devons l'être aussi. Car seule l'augmentation des salaires, le droit syndical et l'amélioration des conditions de travail dans ces pays fera baisser la pression des restructuration ici. Alors, unissons-nous ! Luttons pour travailler tous, moins et autrement !

*Syndicat CNT industriel des métaux
sim-rp@cnt-f.org*



LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base, sans permanents ni bureaucratie. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes.

SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme.

ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-uns. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire.

Puisque personne ne travaille à ta place... que personne ne décide à ta place !



En 2012, nous avons collectivement marqué un essai. En 2013, il s'agit de le transformer !

En ce début d'année 2013, et comme nous nous y sommes engagés auprès des souscripteurs qui ont répondu positivement à notre appel, il n'est pas inutile de faire le point, cela montre le chemin parcouru et souligne les axes de la mobilisation pour les semaines qui viennent.

Sur le plan des souscriptions par prélèvement mensuel, nous atteignons en ce début d'année la somme de 1 941,13 euros pour un objectif de 3 500 euros, c'est-à-dire que nous sommes au milieu du gué. Ce résultat est encourageant, il révèle une véritable solidarité de classe, un attachement à un lieu syndical alternatif, autogéré, au service des luttes sociales, ouvert sur toutes les manifestations culturelles qui créent des brèches au sein de ce système, lieu d'histoire, d'échanges, de débats.

Sur le plan des dons ponctuels, nous avons reçu 21 609,78 euros, somme conséquente qui résulte d'une mobilisation qui concerne en premier lieu la région parisienne mais également l'ensemble du territoire, sachant que des donateurs se sont manifestés y compris au niveau international. Et nous constatons que des donateurs effectuent des dons ponctuels plusieurs fois renouvelés montrant que cette lutte contre les projets des promoteurs en embuscade rencontre un écho significatif.

SOUSCRIPTION POUR LE 33

Nous remercions ici celles et ceux qui nous accompagnent dans ce combat pour le maintien à Paris d'une présence d'un syndicalisme autogestionnaire, expression de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire, espace également d'accueil et de luttes de l'anarcho-syndicalisme espagnol en exil.

Nouveaux souscripteurs au virement mensuel permanents. Syndicats : URP (75), Confédération CNT, CNT-PTT-75. Individus : N.H. (93), N.M. (75), G (93), C.R. (95), G.B. (94), A.T. (75).

Nouveaux-elles donateurs-trices. Dons lors de la soirée de soutien UD CNT 94 : 690 euros, CNT 74, UL CNT PESSAC, A.B. (75), NB. (75), VP. (95), DR (75), RB (94), GS (95), CJ (75), AR (75), MB. (16), JDT (16), RR. (57), SR (69), RV (08), JH (34), JMP (47), MS (69), AS (66), MS (63), VQC (41), VP (34), JT. (72).

Nous vous invitons à renforcer ce combat en souscrivant, ceci selon deux possibilités. La première consiste à nous demander l'imprimé (CNT-BR, 33 rue des Vignoles-75020 Paris) de virement mensuel, pour un montant choisi par vous, ou à le télécharger (www.cnt-f.org/urp) et à nous le retourner accompagné d'un relevé d'identité bancaire. L'autre soutien possible est de nous adresser un don ponctuel par chèque, à l'ordre de CNT, avec la mention au dos « locaux ». **Comme eux et elles, dites « 33 » et souscrivez.**

La commission locaux de l'Union régionale CNT parisienne

QUELQUES RENDEZ-VOUS IMPORTANTS EN FÉVRIER



Anticolonialisme. En ce mois de février 2013, la CNT sera partie prenante de la semaine anticolonialiste, avec une réunion publique à notre siège le 21 février à 19 h sur le thème « de l'anticolonialisme à l'émancipation sociale », car cette dimension anti-impérialiste de la lutte syndicale conserve toute son actualité. La CNT sera aussi à la Marche contre le colonialisme et le racisme, le 2 mars, départ à 14 h à Barbès.

Culture. Le 23 février, Salon du livre libertaire de 10 h à 18 h. 15 h : échange avec Claire Hugon, auteure *Lire les sans-papiers*, paru aux éditions CNT-RP (<http://www.cnt-f.org/editions-cnt-rp/>) dans la collection « N'autre École ».

Antifascisme. La CNT 92 appelle à venir commémorer les FTP-MOI qui sont tombés au Mont Valérien le 21 février 1944. Cette commémoration aura lieu le samedi 23 février à partir de 10 h (RER A, Nanterre-Ville, sortie 3). La manifestation se rendra au cimetière du Mont-Valérien.

NE RESTE PAS SEUL, SYNDIQUE-TOI

Pour toute demande de contact, d'adhésion ou d'information :

Courriel : br.rp@cnt-f.org
Téléphone : 01 43 72 95 34

SALON DU LIVRE LIBERTAIRE
23 Février 2013 de 10h00 à 18h00
Organisé par les Editions CNT-RP avec la participation de plusieurs Éditeurs Libertaires
Livres neufs, occasions, polars, SF...
Buvette, Sandwiches
à 15h00 Echanges avec Claire Hugon autour de son livre "Lire les sans-papiers" paru aux Editions CNT-RP
33 rue des Vignoles - 75020 Paris
Métro : Avron ou Buzenval